

COMMUNIQUE DE PRESSE

suppression des trésoreries de Rebais, Dammartin en Goële, Morêt sur Loing, Le Chatelet en Brie

Solidaires Finances Publiques s'adresse aux élus

Solidaires Finances Publiques 77, première organisation syndicale à la Direction Départementale des Finances Publiques (DDFIP) de Seine et Marne, dénonce la mort lente des services publics exercés dans notre administration.

Depuis 2002, la DGFIP a connu 32 000 suppressions d'emplois soit près de 25 % de moyens en moins, quand la charge de travail augmente de 25 %. En Seine et Marne, ce sont 550 emplois qui ont été perdus dans cette même période à la DDFIP 77. Les conséquences se mesurent chaque jour avec une dégradation inexorable du service public, un réseau de moins en moins de proximité et une dégradation forte des conditions de travail des agents.

Pour faire face à cette insuffisance de moyens, la DDFIP adapte son organisation non pas au regard des besoins des usagers, qu'ils soient professionnels, qu'ils soient particuliers ou qu'ils soient institutionnels, mais en fonction des peu de moyens dont elle dispose.

Entre concentration des services et réduction des horaires d'ouverture au public, tout conduit à réduire un service public sans prendre en considération les attentes et besoins des usagers. La seule ambition réside dans une relation dématérialisée en misant sur le tout numérique, comme en témoigne la grande campagne publicitaire autour de la télédéclaration de l'impôt sur les revenus, comme en témoigne également la politique volontariste de la DDFIP pour suivre les budgets des collectivités locales à distance.

Après les insupportables suppressions d'emplois, après la réduction des horaires d'ouverture au public, après les fermetures des trésoreries LA CHAPELLE LA REINE, CHATEAU LANDON et St FARGEAU-PONTHIERRY en 2016, LIZY sur OURCQ, GUIGNES, BRIE COMTE ROBERT, TOURNAN et LA FERTE GAUCHER en 2017, au 1er janvier 2018, la DDFIP envisage de fermer les trésoreries de REBAIS, DAMMARTIN EN GOELE, MORET SUR LOING, LE CHATELET EN BRIE.

Solidaires Finances Publiques s'est adressé aux élus locaux concernés, et à travers eux, met en garde l'ensemble des élus locaux du département face au danger de la désertification des services publics dans les milieux ruraux et périurbains.

Il appellera prochainement à se réunir et à se mobiliser pour le maintien de ces implantations et de l'ensemble des implantations du département.

Solidaires Finances Publique réclame que tous les moyens nécessaires au bon fonctionnement de nos services soient attribués, que des moyens supplémentaires soient affectés à la DGFIP pour mieux lutter contre la fraude fiscale, estimé à près de 80 milliards d'euros, qu'enfin, le gouvernement cesse sa politique d'austérité, comme si les services publics et ses agents étaient la seule cause de la dérive budgétaire.

Le service public est notre bien commun à tous, défendons-le !

Provins, le 19 juillet 2017,

Contact : Sylvie ANSELIN (06 14 26 81 75)